

ont passé la majeure partie de leur temps à nous parler de tout ce qui ne réussira pas, de ce que nous ne pouvons pas faire et de la futilité de toute tentative d'intervention dans ce qui est indiscutablement le problème le plus grave auquel le monde fait face aujourd'hui. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures semble placer toute sa confiance dans la diplomatie silencieuse: ne rien entendre, ne rien voir, ne rien dire.

Certains de ses arguments sont des plus ingénieux. Par exemple, il a déclaré que le président Nixon est parfaitement conscient des risques de la politique qu'il a annoncée hier soir; qu'il a pris cette décision parfaitement conscient de l'opposition qu'elle ferait surgir. Il a ensuite déclaré qu'après tout, les États-Unis sont un pays démocratique et que ses habitants peuvent renverser le gouvernement s'ils estiment sa politique néfaste.

Cet argument ne tient sûrement pas. Attendrons-nous que le peuple américain change de président aux prochaines élections présidentielles avant d'essayer de régler une crise internationale? Lorsque les gouvernements britannique et français, de concert avec Israël, ont attaqué le canal de Suez en 1956, personne n'a prétendu que le problème serait réglé une fois que les habitants des pays en cause auraient décidé de changer de gouvernement. L'ONU est intervenu pour tenter de trouver une solution.

**L'hon. M. Sharp:** Ils ont changé leurs politiques.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles):** En effet, mais sur les instances des Nations Unies.

**L'hon. M. Sharp:** Sur les instances de leurs propres citoyens.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles):** Ce ne fut pas en attendant les prochaines élections générales dans chacun de ces trois pays qu'on a réussi à changer les politiques. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est en train de nous dire que la seule façon de régler ce problème, c'est de patienter jusqu'aux prochaines élections présidentielles aux États-Unis.

**L'hon. M. Sharp:** Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles):** Il a dit douter de la valeur des appels simplistes.

**L'hon. M. Sharp:** Je n'y crois pas.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles):** Nous aimerais entendre parler des choses auxquelles il reconnaît une valeur. Il juge le

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles).]

recours aux Nations Unies sans mérite. Il signale, bien à propos, que certains des pays en cause ne sont pas membres des Nations Unies, ce qui est vrai. Mais on pourrait les inviter à assister aux discussions et s'ils acceptaient, cela les aiderait sûrement à s'engager dans la communauté mondiale.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fait remarquer que l'Union soviétique a droit de veto au sein du Conseil de sécurité, ce qui est aussi vrai. Mais comme je l'ai dit ce matin, M. Jakob Malik, ambassadeur soviétique auprès des Nations Unies a indiqué à New York, il y a quelques jours à peine, que l'Union soviétique favoriserait la convocation de la Conférence de Genève.

Si le très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker) a raison et que le Sud-Est asiatique risque de tomber sous la domination de la Chine communiste et que des hordes puissent traverser le Pacifique et mettre en danger la liberté de la population de l'Amérique du Nord, non seulement serions-nous inquiets, mais l'Union soviétique le serait également. Je suis certain que les députés qui avaient accompagné l'ancien Orateur de la Chambre en Union soviétique en 1965 conviendront tous qu'une des plus graves préoccupations des Russes actuellement est la menace de la puissance croissante de la Chine à leur frontière. Rien ne prouve que l'Union soviétique ne serait pas disposée à trouver une solution dans le Sud-Est asiatique et ne serait pas aussi désireuse que nous d'empêcher une conflagration en Indochine à laquelle participeraient la Chine communiste et en définitive presque tous les pays du monde.

Le très honorable représentant de Prince Albert a qualifié les Nations Unies de «pâle reflet». Je n'irais pas jusque-là. Les Nations Unies n'ont certes pu compter sur la collaboration de la grande puissance, ni des pouvoirs essentiels dans sa constitution, dont elles ont pourtant besoin pour maintenir l'ordre dans le monde. Mais il n'en demeure pas moins que c'est le seul organisme international sur lequel nous puissions compter pour rétablir l'ordre dans le monde. Mettre la question à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, inviter les diverses nations intéressées à participer à ces délibérations, demander aux Nations Unies de hâter la mise sur pied des mécanismes voulus ou d'une commission internationale quelconque qui pourrait redresser la situation dans le Sud-Est asiatique, tout cela nous offre au moins une lueur d'espoir.

Ce qui me déçoit dans la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, c'est qu'elle ferme la porte à toute espérance. Le député d'Esquimalt-Saanich a énuméré une à une les mesures impossibles à prendre.